

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUILLET 1922.

Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 25 août 1920
créant le « Fonds des Combattants ».

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'article 6 de la loi du 25 août 1920 prévoit des déductions à opérer sur les allocations attribuées en témoignage de reconnaissance nationale aux militaires ayant participé à la guerre de 1914-1918. L'alinéa C du dit article stipule que seront déduites les sommes versées aux *militaires* par le Comité « Aide et Protection ».

Le but visé par cette disposition était de ne pas permettre le cumul de la dotation avec ces sommes, assez élevées principalement en ce qui concerne les officiers. Mais le terme générique « militaires » atteint également les gendarmes, les soldats et les sous-officiers rengagés, et tout particulièrement parmi les sous-officiers qui, étant mariés en 1914, ont des charges de famille en raison desquelles est intervenu le Comité « Aide et Protection ». Car, seules les femmes des sous-officiers rengagés bénéficiaient de l'intervention du dit Comité.

Or cette intervention a été en moyenne de fr. 487.50 en 1915, de 630 francs en 1916, de fr. 1,262.50 en 1917 et de 1,320 francs en 1918, soit au total de 3,700 francs en moyenne.

C'est dire que la disposition de la loi exclut en réalité les sous-officiers du bénéfice du témoignage de reconnaissance nationale.

Or, quelle était exactement la position d'un sous-officier de l'active lors de la mobilisation?

Le sergent marié, père d'un enfant, ayant entre 4 et 8 années de service actif touchait en tout et pour fr. 186 »

1 fourrier dans les mêmes conditions que		
ci-dessus	192 »	dont 10 francs
1 premier sergent id.	195 »	à la
1 sergent-major id.	205 50	Caisse d'Épargne.
1 premier sergent-major id.	210 »	
1 adjudant id.	217 50	

Donc, le traitement moyen s'élevait à 200 francs par mois.

Il est à remarquer que ce traitement n'a pas été modifié d'un centime pendant toute la durée de la campagne, alors que le coût de la vie avait augmenté considérablement. Pendant cette période, les sous-officiers français ont eu leur traitement augmenté à différentes reprises.

Il y a lieu de signaler aussi que les épouses de sous-officiers en activité de service ne pouvaient percevoir ni indemnité en matière de milice, ni indemnité de réfugiés pour celles résidant en France ou en Angleterre.

Combien était pénible, d'autre part, la situation de l'épouse du sous-officier prisonnier et qui, restée au pays, devait subvenir aux besoins des siens et en plus envoyer de la nourriture à son époux. Elle n'avait pour toutes ressources que les avances du Comité « Aide et Protection ».

Nombreuses sont celles qui ont dû recourir à l'emprunt pour ne pas mourir de faim, et leurs époux, depuis la fin des hostilités, ont dû assumer la lourde tâche de rembourser ces emprunts.

L'insuffisance des avances faites par le Comité « Aide et Protection » pour faire face aux dépenses de l'existence est attestée par une C. M. (n° C. D. G. 37) du 14 février 1919, qui disait notamment :

« Il est avéré qu'en raison du renchérissement de la vie, les avances ainsi consenties, même augmentées des provisions que les époux purent par la suite faire parvenir, étaient insuffisantes pour l'entretien d'une famille. »

Et cette C. M. ajoutait :

« Dans ces conditions, il est vraisemblable que nombre de familles qui ont dû recourir à l'assistance du Comité susvisé ne pourraient rembourser les sommes perçues à titre de prêt sans devoir contracter de nouveaux emprunts; aussi le Comité National a-t-il décidé de ne pas exiger cette restitution des bénéficiaires qui ne l'effectueront pas spontanément. »

En prenant cette décision, le Comité National indiquait très nettement que, dans son esprit, la femme du combattant était secourue afin qu'elle pût vivre en attendant le retour de l'époux et transformait les avances en allocations.

Les militaires de rang subalterne rengagés étaient donc en droit de compter sur l'intégralité de leur part au fonds des combattants pour rétablir la santé de leurs familles compromises, notamment par les privations, pour payer les arriérés de loyer, rembourser des dettes ou emprunts contractés pendant la guerre.

Aussi les prescriptions de l'article 6 ont été, pour ces militaires, une cruelle déception.

Il y a lieu de considérer encore que, pendant la guerre, les familles de militaires de rang subalterne percevaient de l'Administration communale la rémunération en matière de milice, dont n'ont pas bénéficié les familles de militaires rengagés.

Et, de plus, que les combattants employés des divers services gouvernementaux, provinciaux ou communaux, ont perçu l'intégralité de leurs traitements, plus une indemnité de vie chère pour la période de guerre.

Pourquoi, dès lors, paraître appliquer deux poids et deux mesures et pourquoi frapper cette catégorie si intéressante des cadres subalternes de l'armée ?

Le législateur ne l'a pas voulu. Il a surtout envisagé la situation des officiers. C'est l'erreur dont se plaignent, à juste titre, les sous-officiers. C'est l'erreur qu'il y a lieu de rectifier.

On objectera, sans doute, qu'il y a là un nouveau sacrifice financier à accomplir. Il s'agit, en effet, d'une dépense nouvelle d'environ 22 millions. Mais il y a lieu de rappeler que, dans la pensée du législateur, la dotation du combattant entraînait une dépense d'un million. Or, la dépense de ce chef se chiffre à un peu plus de 800 millions. Il semble donc qu'elle pourrait être aisément majorée de la somme nécessaire pour réparer cette injustice qui soulève les plaintes des sous-officiers rengagés.

Toutefois, il pourrait être prévu que tout en faisant droit à leurs revendications, le paiement aux intéressés pourrait être différé, les intérêts seuls leur étant payés à l'échéance.

C'est dans ces conditions qu'est proposée la modification indiquée à l'alinéa C de l'article 6 de la loi du 25 août 1920.

VICTOR¹ ERNEST.

ANNEXE AU N° 396**BIJLAGE VAN N° 396**

**Proposition de loi modifiant l'article 6
de la loi du 25 août 1920 créant
le « Fonds des Combattants ».**

**Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 6
der wet van 25 Augustus 1920 tot
oprichting van het « Fonds der
Oudstrijders ».**

**L'alinéa C de l'article 6 de
la loi du 25 août 1920, disant**

**« Les sommes versées aux *militaires*
par le Comité « Aide et Protection »,**

sera modifié comme suit :

**« Les sommes versées aux *officiers*
par le Comité « Aide et Protection ».**

**Lid C van artikel 6 der wet
van 25 Augustus 1920, lui-
dende :**

**« De sommen, aan de militairen
gestort door het Comité « Hulp en
Bescherming »,**

wordt gewijzigd als volgt :

**« De sommen, aan de *officiëren*
gestort door het Comité « Hulp en
Bescherming ».**

VICTOR ERNEST.

H. VANDEMEULEBROUCKE.

ALPH.-G. VAN HOECK.

H. MARCK.

FERNAND COCQ.

F. BOVESSE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JULI 1922.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 6 der wet van 25 Augustus 1920
tot oprichting van het « Fonds der Oudstrijders ».

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

In artikel 6 der wet van 25 Augustus 1920 worden de sommen voorzien die worden afgetrokken van de uitkeeringen, die, als blijk van 's lands dankbaarheid, aan de militairen die hebben deel genomen aan den oorlog van 1914-1918, worden verleend. Lid C van dit artikel bepaalt dat de sommen aan de militairen gestort door het Comité « Hulp en Bescherming » zullen afgetrokken worden.

Het doel van deze bepaling was te beletten dat deze nog al belangrijke sommen, vooral wat de officieren betreft, te gelijk met de dotatie zouden getrokken worden. Maar de algemeene term « militairen » treft eveneens de gendarmen, de soldaten, de onderofficieren die opnieuw dienst nemen en vooral dezen onder laatst genoemden die in 1914 waren getrouwd en familielasten hadden, om welke lasten het Comité « Hulp en Bescherming » is opgetreden. Want alleen voor de vrouwen van de opnieuw dienstdenemende onderofficieren is dit Comité opgetreden.

De geldelijke steun bedroeg gemiddeld fr. 487.50 in 1915, 630 frank in 1916, fr. 1,262 in 1917 en 1,320 frank in 1918, alles samen dus gemiddeld 3,700 frank.

Die wetbepaling sluit dus in werkelijkheid buiten het voordeel van het blijk van 's lands dankbaarheid de onderofficieren die opnieuw waren in dienst getreden.

Welnu, welke was de juiste toestand van een onderofficier van het actief leger bij de mobilisatie?

De gehuwde onderofficier, vader van een kind, met 4 tot 8 jaar actieven dienst,

trok in het geheel	fr.	186	»	} waarvan 10 frank op de Spaarkas.
1 foerier, in dezelfde omstandigheden.		192	»	
1 eerste-sergeant, id.		195	»	
1 sergeant-majoor, id.		205	50	
1 eerste sergt-majoor, id.		210	»	
1 adjudant, id.		217	50	

De gemiddelde wedde bedroeg dus 200 frank in de maand.

H

Wij moeten er op wijzen dat deze wedde met geen centiem vermeerderd werd gedurende heel den oorlog, wanneer toch de levensduurte aanzienlijk was gestegen. Gedurende die periode werden de wedden der Fransche onderofficieren herhaaldelijk verhoogd.

Daarbij dient men nog op te merken dat de echtgenooten van de onderofficieren in actieven dienst, geene militievergoeding konden trekken, en evenmin vluchtelingsonderstand wanneer zij in Frankrijk of Engeland verbleven.

Hoe pijnlijk was niet de toestand van de echtgenoot van een krijgsgevangen onderofficier wanneer zij, in het land gebleven, moest voorzien in de behoeften van haar gezin, en bovendien nog eetwaren zenden aan haar man. Hare eenige hulpmiddelen waren de voorschotten van het Comité « Hulp en Bescherming ».

Velen van hen hebben geld moeten leenen om niet van honger om te komen, en hunne mannen stonden, sedert den wapenstilstand, tegenever de zware verplichting dit geld te moeten teruggeven.

Een M. O. (n° C. D. G. 37) van 14 Februari 1919 erkent dat de voorschotten gedaan door het Comité « Hulp en Bescherming » om te voorzien in het levensonderhoud volstrekt ontoereikend waren. Het zegde namelijk :

« Het is onbetwistbaar dat ten gevolge van de levensduurte de aldus gedane voorschotten, zelfs vermeerderd met de levensmiddelen die hunne echtgenooten hun later konden sturen, onvoldoende waren voor het onderhoud van een gezin. »

En de M. O. voegde erbij :

« In die omstandigheden is het waarschijnlijk dat vele gezinnen, die hun toevlucht moesten nemen tot hooger genoemd Comité, de geleende sommen niet zullen kunnen teruggeven zonder verplicht te zijn nieuwe leeningen te sluiten; het Nationaal Comité heeft daarom ook beslist dat de uitkeering daarvan niet zou geëischt worden van degenen die het niet uit hun eigen zouden doen. »

Door het nemen van dit besluit betuigde het Nationaal Comité zeer duidelijk dat naar zijne meening de vrouw van den militair geholpen werd om te kunnen leven in afwachting dat haar man terugkwam, en het veranderde de voorschotten in uitkeeringen.

De militairen van lageren graad die terug dienst hadden genomen, mochten dus te recht wel rekenen op hun geheel aandeel in het Strijdersfonds om de gezondheid van hun gezin te herstellen, ondermijnd als dit was door de ontberingen, om de achterstallige huishuur te kunnen betalen, om schulden of leeningen van tijdens den oorlog te kunnen vereffenen.

Ook waren de bepalingen van artikel 6 voor deze militairen eene teleurstelling.

Men moet er bovendien nog rekening mee houden dat tijdens den oorlog de families van militairen van lageren graad, van de gemeentebesturen het militiegeld ontvingen, en de families van de wederdienstnemende militairen niet.

Daarbij komt nog dat de strijders, bedienden in de verschillende diensten van Regeering, provincie of gemeente, hun geheel traktement met bovendien een vergoeding wegens levensduurte voor den heelen oorlogsduur hebben getrokken.

Waarom wil men dan den schijn aannemen twee maten en twee gewichten toe te passen, en waarom deze zoo achtenswaardige categorie van lagere militairen willen benadeelen?

De wetgever heeft dit niet gewild. Hij heeft vooral den toestand van de officieën op het oog gehad. De onderofficieren klagen daarover terecht, en die vergissing moet hersteld worden.

Men zal waarschijnlijk zeggen dat dit weeral nieuwe geldoffers zal vragen. Het geldt inderdaad eene nieuwe uitgave van ongeveer 22 miljoen. Men moet er echter aan herinneren dat naar de opvatting van de Regeering de dotatie van de oudstrijders eene uitgave van 1 miljoen zou vergen. Welnu, de uitgave beloopt zoo wat 800 miljoen. Het schijnt dus dat zij gemakkelijk zou kunnen vermeerderd worden met de som die noodig is om de onrechtvaardigheid waarover de onderofficieren klagen, te herstellen.

Er zou evenwel kunnen bepaald worden dat men wel aan hun eisch te gemoet komt, maar dat de betaling aan de belanghebbenden zal kunnen uitgesteld worden en alleen de interesten hun bij den vervaldag zullen betaald worden.

Onder deze voorwaarden wordt de wijziging van lid C van artikel 6 der wet van 25 Augustus 1920 voorgesteld.

VICTOR ERNEST.

ANNEXE AU N° 396

BIJLAGE VAN N° 396

Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 25 août 1920 créant le « Fonds des Combattants ».

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 6 der wet van 25 Augustus 1920 tot oprichting van het « Fonds der Oudstrijders ».

L'alinéa C de l'article 6 de la loi du 25 août 1920, disant

Lid C van artikel 6 der wet van 25 Augustus 1920, luidende :

« Les sommes versées aux *militaires* par le Comité « Aide et Protection »,

« De sommen, aan de *militairen* gestort door het Comité « Hulp en Bescherming »,

sera modifié comme suit :

wordt gewijzigd als volgt :

« Les sommes versées aux *officiers* par le Comité « Aide et Protection ».

« De sommen, aan de *officiëren* gestort door het Comité « Hulp en Bescherming ».

VICTOR ERNEST.

H. VANDEMEULEBROUCKE.

ALPH.-G. VAN HOECK.

H. MARCK.

FERNAND COCQ.

F. BOVESSE.